

Conclusions 2022 du département du Travail des États-Unis

sur les pires formes de travail des enfants

République centrafricaine

En 2022, la République centrafricaine a réalisé des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Les autorités ont adopté et ratifié une loi sur la traite des personnes, qui crée un cadre judiciaire spécifiquement pour les infractions de traite et met en place des protections et des services importants pour les victimes de la traite, quel que soit leur statut d'immigrant. Par ailleurs, elles ont envoyé une circulaire pour aider à prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés. Elles ont également mis en place un Plan national de lutte contre la traite des enfants, qui met en particulier l'accent sur la prévention du recrutement et de l'utilisation des enfants dans les conflits. Cependant, malgré de nouvelles initiatives visant à lutter contre le travail des enfants, la République centrafricaine est considérée comme n'ayant fait que des progrès minimes parce qu'elle a poursuivi la mise en œuvre de pratiques qui retardent les efforts d'élimination de ce fléau. En effet, au cours de la période visée par le présent rapport, les forces de sécurité de l'État ont utilisé des enfants dans des rôles de soutien à des postes de contrôle isolés, en contravention de la législation nationale. Les autorités ont également coopéré avec un groupe armé qui recrutait et utilisait des enfants dans le cadre de conflits armés, et certains enfants accusés d'avoir aidé des groupes armés ont été détenus, bien qu'ils aient été finalement relâchés par les autorités au mois de décembre. En République centrafricaine, des mineurs sont assujettis aux pires formes de travail des enfants, notamment à leur recrutement et leur emploi dans les conflits armés et au travail forcé dans l'extraction des diamants. Des enfants participent également au travail des enfants dans les secteurs de l'agriculture et des services domestiques. Les autorités n'ont pas publié de données complètes sur les mesures qu'elles ont prises en matière d'application de la législation civile et pénale sur le travail des enfants en 2022, et les organismes de répression manquent de ressources humaines et financières. Enfin, la République centrafricaine ne dispose pas d'un organe de coordination et de politiques permettant de lutter contre toutes les formes pertinentes de travail des enfants.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Application	Veiller à ce que l'Inspection du travail dispose de suffisamment de ressources financières et matérielles, notamment de moyens de transports, d'installations et de fournitures de bureau et d'ordinateurs, afin de faire respecter la législation sur le travail des enfants, surtout dans les centres urbains.	2009 – 2022
	Afin d'assurer l'impartialité des inspections, veiller à ce que les inspecteurs utilisent leurs propres moyens de transport plutôt que d'accepter d'utiliser ceux des employeurs.	2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Publier des données complètes en matière d'application du droit du travail, notamment le budget de l'Inspection du travail, le nombre et le type d'inspections effectuées, d'infractions liées au travail des enfants constatées et d'infractions pour lesquelles des sanctions ont été prononcées et des amendes perçues.	2021 – 2022
	Publier des données complètes en matière d'application du droit pénal, notamment le nombre d'enquêtes, de poursuites, de condamnations et de sanctions prononcées.	2014 – 2022
	Veiller à ce que les bureaux régionaux de l'Inspection du travail soient placés sous la supervision et le contrôle d'une autorité centrale, et que les directions régionales envoient régulièrement des rapports sur leurs activités d'inspection.	2018 – 2022
	Veiller à ce que les pouvoirs publics effectuent un nombre adéquat d'inspections du travail, notamment de nature inopinée.	2021 – 2022
	Veiller à ce que des sanctions ou des amendes soient imposées, le cas échéant, en cas d'infractions à la législation sur le travail des enfants, plutôt que d'avoir recours à une médiation.	2018 – 2022
	Veiller à ce que les mécanismes d'orientation des enfants découverts en situation d'assujettissement au travail des enfants soient bien financés et pleinement opérationnels.	2019 – 2022
	Veiller à ce que les enfants impliqués dans des conflits armés ne soient pas détenus, notamment dans des prisons réservées aux adultes, et continuent d'avoir accès à des prestataires de services sociaux et à l'aide humanitaire.	2016 – 2022
	Veiller à ce que les responsables judiciaires et de l'application du droit pénal reçoivent un financement et une formation suffisants et à ce que la population puisse signaler les infractions et avoir accès aux procédures judiciaires formelles dans l'ensemble du pays.	2016 – 2022
Coordination	Créer un mécanisme de coordination pour lutter contre toutes les formes de travail des enfants, notamment dans l'extraction minière, l'agriculture et le travail domestique.	2019 – 2022
Politiques gouvernementales	Adopter une politique portant sur toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants, notamment dans l'extraction minière, l'agriculture et le travail domestique.	2014 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Veiller à ce que les signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation respectent leurs engagements, cessent de recruter et d'utiliser des enfants dans les conflits armés et publient tous les ans des informations sur leurs efforts de mise en œuvre de l'accord.	2020 – 2022
Programmes sociaux	Améliorer l'accès à l'éducation pour tous les enfants, qu'ils soient ou non déplacés et quelle que soit leur appartenance religieuse, en éliminant les frais liés à la scolarité, en prenant davantage de mesures pour que tous les enfants aient un acte de naissance, en veillant à ce que les minorités religieuses ne se voient pas refuser l'accès à l'éducation, en améliorant dans l'ensemble du pays les infrastructures au niveau de l'enseignement primaire, y compris les bâtiments, l'ameublement, les installations sanitaires, les enseignants et les fournitures scolaires, et en veillant à ce que les écoles soient des espaces sécurisés et hors d'atteinte des groupes armés.	2009 – 2022
	Élargir les programmes visant à venir en aide aux anciens enfants soldats et aux enfants associés à des groupes armés, à soutenir leur réinsertion dans la société et à améliorer la coordination entre les acteurs pertinents.	2013 – 2022
	Allouer des ressources suffisantes et mettre en œuvre des programmes pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants dans l'ensemble du pays, notamment l'exploitation sexuelle commerciale et le travail des enfants dans l'extraction minière.	2009 – 2022
